

## **INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PREMIÈRE RÉACTION**

Tirant les conséquences du résultat des élections municipales, le Président de la République a annoncé dans une allocution télévisée le 31 mars 2014 un remaniement ministériel. Il a présenté les grands axes de la politique du nouveau gouvernement conduit par Manuel VALLS.

Le Président de la République fait le choix de maintenir l'austérité découlant du Traité budgétaire européen qu'il a ratifié au printemps 2012.

Ainsi, il confirme les 50 milliards « *d'économies budgétaires* » le « pacte de responsabilité » et annonce un « pacte de solidarité » pour plus de « *justice sociale* ».

Avec ce nouveau pacte, le Président de la république fait le choix de la « *baisse des cotisations payées par les salariés* » pour « *le pouvoir d'achat* ». Autrement dit, au lieu d'augmenter les salaires pour améliorer le pouvoir d'achat, il propose moins de protection sociale. Telle est sa conception de la justice sociale : stupéfiant !

Dans les faits, cela conduira à baisser les recettes de la sécurité sociale, aggravant ainsi ses difficultés de financement. Cela pose la question de la crédibilité de l'annonce visant à placer « la santé comme une priorité », alors que les hôpitaux publics sont confrontés à un manque criant de moyens (400 millions d'euros de déficits pour la seule année 2013, dixit la Fédération Hospitalière de France).

Il poursuit la « *réforme de l'organisation des territoires* » confirmant ainsi la décentralisation, la mise en place des métropoles et le démantèlement des collectivités territoriales. La remise en cause de l'égalité républicaine et la réduction de l'accès aux services publics vont ainsi s'aggraver.

La fédération FO des personnels des services publics et des services de santé ne saurait souscrire à de telles orientations et s'inquiète de l'avenir des services publics et de ces personnels. Plus que jamais, la fédération FO des SPS réaffirme ses revendications en toute indépendance et sur un strict terrain syndical :

- Pour l'augmentation générale des salaires dans le public comme dans le privé ;
- Pour l'arrêt des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires ;
- Pour la préservation de la sécurité sociale ;
- Pour un service public républicain.

Cela suppose de rompre avec le « pacte de responsabilité », avec l'austérité.

La fédération l'exprimera aux différents nouveaux Ministres dès leur installation et, si elle n'était pas entendue, prendra toutes ses responsabilités comme elle l'a fait le 18 mars en appelant à la grève interprofessionnelle.